

Le pouvoir aux travailleurs

20 DECEMBRE 1993

N° 15

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
TRAVAILLEURS, NE FAISONS CONFIANCE QU'A NOUS MEMES!...	2
COTE D'IVOIRE:	
- HOUPHOUET-BOIGNY: UN HOMME QUI A BIEN MERITE DE LA BOURGEOISIE NATIONALE ET DE L'IMPERIALISME FRANCAIS...	3 - 6
- LUTTE POUR LE POUVOIR ET DEMAGOGIE TRIBALISTE.....	6 - 9
- CIE, SANTE ET ENSEIGNEMENT, PAR LA GREVE NOUS POUVONS NOUS FAIRE ENTENDRE.....	10 - 11
- LES RETRAITES SONT A NOUVEAU DANS LA RUE.....	11
- DES MILLIARDS POUR LES BOURGEOIS ET DES SACRIFICES POUR LES PAUVRES.....	12
- LES POLITICIENS DE L'OPPOSITION COMME CEUX DU POUVOIR MEPRISENT LES TRAVAILLEURS...	12 - 13
GABON:	
- ELECTIONS TRUQUEES.....	13 - 14

**TRAVAILLEURS,
NE FAISONS CONFIANCE QU'À NOUS-MEMES !**

Le 7 décembre dernier, quelques heures seulement après l'annonce officielle de la mort de Houphouët-Boigny, le dauphin constitutionnel Henri Konan Bédié a occupé -enfin!- le fauteuil présidentiel qu'il convoitait depuis près de vingt ans. A tous ceux qui auraient des illusions et s'attendraient à un changement quelconque, il a annoncé tout de suite la couleur de sa politique: la poursuite de la même politique d'austérité.

Ainsi, il n'avait même pas vraiment besoin de changer d'équipe gouvernementale. Il s'est contenté de garder l'ancien gouvernement dont certains membres considérés comme des partisans de son rival Alassane Ouattara ont été remplacés par d'autres. Les mesures d'austérité que le nouveau premier ministre s'apprête à appliquer, sont celles qui ont été annoncées par le gouvernement précédent. Elles peuvent provoquer des réactions de colère tout à fait légitime des populations pauvres.

Les dirigeants ont peur de telles réactions qui peuvent créer une situation instable et peut-être incontrôlable. C'est pourquoi, dans l'espoir de faire accepter ces mesures injustes, le nouveau premier ministre a tenté de trouver un terrain d'entente avec les partis d'opposition pour qu'ils participent au gouvernement. En vain. A part le représentant de l'USD (qui ne représente d'ailleurs pas grand-chose) qui est très pressé d'aller à la mangeoire gouvernementale.

Les deux principaux partis d'opposition, le FPI et le PIT, ont hésité et finalement refusé d'entrer dans un gouvernement qui a un avenir incertain et dont la durée légale est d'ailleurs courte (deux ans). Par calcul politique, ces partis trouvent qu'il est préférable pour eux d'attendre les élections de 1995 pour jouer leur propre carte. D'autant plus qu'en cas de troubles sociaux, ces élections peuvent être anticipées et qu'ils peuvent tromper les populations en se présentant comme des hommes nouveaux qui ont une autre politique.

En réalité, tous ces gens-là, que ce soit ceux qui sont au pouvoir ou ceux qui sont dans l'opposition, sont les défenseurs des riches. En ces temps de crise, ils ont tous la même politique d'austérité qui consiste toujours à imposer des "sacrifices" aux seuls pauvres.

C'est pourquoi les travailleurs et l'ensemble des pauvres n'ont aucun intérêt à faire confiance ni au gouvernement, ni à l'opposition. La seule chose qui importe est la confiance qu'ils peuvent avoir en eux-mêmes. Tout changement ou toute amélioration de leurs conditions de vie ne dépendent de personne d'autre que d'eux-mêmes, c'est-à-dire de leurs luttes et de leur unité.

**HOUPHOUËT-BOIGNY:
UN HOMME QUI A BIEN MERITE DE LA BOURGEOISE NATIONALE
ET DE L'IMPERIALISME FRANCAIS**

Ses biographes officiels ont eu le temps, au fil de trente ans de dictature, de fabriquer un portrait flatteur de Houphouët-Boigny. "Père de l'indépendance", ou "père de la nation", voilà les qualificatifs les plus modérés pour le désigner.

"Père de la nation" ? Houphouët n'a jamais été le père, au sens symbolique, que de la mince couche de privilégiés ivoirienne : gros planteurs, gros commerçants, notables des campagnes et des villes, la bourgeoisie petite et moins petites et - une fois l'indépendance acquise - les profiteurs de l'appareil d'Etat.

"Père de l'indépendance" ? Oui, Houphouët-Boigny l'est devenu... à partir du moment où les milieux dirigeants de l'impérialisme français ont eux-mêmes décidé qu'il était temps de liquider la forme coloniale de leur domination, pour faire perdurer la domination elle-même sous d'autres formes. Mais jusque-là, Houphouët-Boigny, un des principaux représentants des intérêts de la bourgeoisie impérialiste française, était hostile à l'idée de l'indépendance.

Oh, il fut un temps où Houphouët passait pour le chef de file de la contestation du pouvoir colonial. Mais même là, pas du colonialisme ; et même là, du point de vue des seuls

intérêts de la couche privilégiée ivoirienne alors encore minuscule.

Quand en 1944 l'administration coloniale basée à Alger autorise la création des syndicats professionnels en Afrique, aussitôt un syndicat agricole africain (SAA) est créé à Abidjan par des gros planteurs. Très vite ce syndicat compte environ douze mille adhérents, soit trois planteurs ivoiriens sur cinq. Houphouët-Boigny, chef traditionnel, cofondateur du SAA sera élu en 1945 à la présidence du syndicat. C'est à ce titre qu'il est élu député pour représenter la Côte d'Ivoire à l'assemblée française. Il y revendiquait l'abolition du travail forcé dans la plantation (les gros planteurs colons avaient le droit de faire travailler gratuitement les indigènes), ce qui défavorisait les gros planteurs ivoiriens et les gros propriétaires terriens ; il revendiquait aussi une égalité de droits entre planteurs français et ivoiriens.

Un an plus tard, en avril 1946, ces planteurs créent le PDCI (Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire) ; quelques mois après cet événement, il se crée à Bamako le rassemblement démocratique africain (RDA) qui va porter à sa tête le même Houphouët-Boigny.

Député au Parlement français, Houphouët a flirté quelque temps avec la SFIO (ancêtre du PS français actuel) et même avec le PCF avec lequel son parti, le RDA, fut quelque temps apparenté dans l'Assemblée.

Mais lors de la montée du nationalisme anti-colonialiste, le RDA apparaissait bien vite comme un parti modéré prêt à toutes les compromissions avec le pouvoir colonial français.

La défaite de l'armée française au Vietnam et l'éveil du mouvement nationaliste en Algérie ont favorisé une poussée nationaliste en Afrique noire. Le RDA perdait de sa crédibilité surtout auprès des jeunes par ses attitudes modérées face aux "progressistes" (l'opposition nationaliste). Pour maintenir ses positions, Houphouët collaborait de plus en plus avec l'impérialisme français.

Il était devenu l'Africain de service dont le rôle était de cautionner toutes les infamies du colonialisme français dans une période où il était d'autant plus féroce qu'il livrait ses derniers combats. Houphouët a été récompensé par plusieurs postes successifs de ministre de la 4ème République. C'était, rappelons-le, une période où l'impérialisme français menait une guerre coloniale odieuse en Algérie ; où les parachutistes de Massu et de Bigeard ratissaient, torturaient, assassinaient pour empêcher le peuple algérien d'accéder à l'indépendance. Et aussi, il ne faut pas oublier, pour défendre "leur" empire colonial, dont la Côte d'Ivoire faisait partie.

Pendant que les paras

français exécutaient les basses œuvres des gouvernements français contre les peuples colonisés, Houphouët était ministre de ces gouvernements.

Il n'est devenu partisan de l'indépendance que lorsqu'il en a reçu l'ordre des dirigeants français du moment, de Gaulle en l'occurrence, en même temps qu'il a reçu sa promotion de Président de la République de la Côte d'Ivoire. Mais rappelons, aussi, en passant qu'alors que le RDA se prétendait auparavant partisan d'une certaine unité africaine et qu'il regroupait dans ses rangs et à sa tête des hommes politiques de plusieurs pays colonisés par la France, Houphouët était parmi les premiers à oublier ses discours unitaires. Paris a en effet estimé que maintenir l'unité même seulement de l'ancienne Afrique Occidentale Française était trop dangereux en cas d'indépendance ; et qu'il était plus prudent de diviser pour régner. Houphouët s'est aligné, comme de bien entendu.

Après l'indépendance comme avant, Houphouët a consacré toute sa vie à la défense des intérêts de l'impérialisme français. Les capitalistes exerçant en Côte d'Ivoire, tels que ceux qui s'occupent de la commercialisation du café et cacao, et tout récemment Bouygues qui s'est taillé une part de lion en investissant dans le service des Eaux et Electricité peuvent faire des affaires juteuses et rapatrier sans limites leurs bénéfiques grâce à un code d'investissement qui leur est favorable.

Les capitaux étrangers

affluent dans le pays jusqu'au moment de l'effondrement des prix du café et surtout du cacao sur le marché mondial à partir de 1977. La crise s'installe rapidement dans le pays et cette crise-là, Houphouët va la faire payer aux petites gens et aux pauvres. Le plan d'austérité (licenciements dans la fonction publique, blocage et diminution des salaires) imposé par le FMI et la banque mondiale est appliqué avec rigueur par Alassane Ouattara.

Cette rigueur-là ne s'applique pas aux bourgeois ivoiriens qui, pendant les années du "miracle" ivoirien, se sont bien enrichis en exploitant les travailleurs.

Ces riches-là ne connaissent pas la crise. Ils continuent, comme auparavant à mener le même train de vie. Ils continuent de rouler en mercedes, d'habiter de luxueuses villas à Cocody et de faire leurs achats à Paris. Les privilégiés ivoiriens qui sont bien installés dans l'appareil d'Etat continuent de piller les caisses de l'Etat à leur profit personnel.

Et quand en mars 1990, les étudiants mécontents de leurs conditions de vie sont descendus dans la rue, ils n'ont pas hésité, dans les slogans qu'ils scandaient, à traiter Houphouët de "voleur", de "corrompu"; ils n'ont pas hésité à réclamer sa "démission". Le mythe du "vieux sage" s'est effondré. La contestation a gagné la rue.

Les manifestations se succèdent aux manifestations contre le plan d'austérité à tel point que le gouvernement est

obligé de le retirer, du moins provisoirement. La contestation estudiantine et le mécontentement des travailleurs ont convaincu l'impérialisme français qu'il valait mieux se réserver une soupape de sécurité en remplaçant la dictature ouverte par un régime multipartite.

Le multipartisme a été instauré en Côte d'Ivoire mais cela n'a pas empêché Houphouët à jeter les opposants politiques en prison. Les méthodes dictatoriales du régime n'ont guère changé.

En menant la politique qui a été la sienne, Houphouët-Boigny n'a évidemment pas oublié ses intérêts personnels. A sa mort, il aura laissé une fortune considérable. Le montant de ses dépôts dans les banques occidentales serait, selon les estimations, l'équivalent de la dette nationale de la Côte d'Ivoire. Cette fameuse dette nationale, au nom du remboursement de laquelle on pressure encore plus les couches pauvres de la société.

Mais tout en satisfaisant ses propres intérêts, Houphouët a su être efficace pour le compte de ses mandants.

La bourgeoisie française a toute raison d'être contente de lui : les Bouygues, les Bolloré peuvent piller la Côte d'Ivoire en paix et exploiter ses travailleurs. Et l'Etat français lui est redevable de trente ans de paix sociale maintenue.

Quant à la bourgeoisie ivoirienne, elle peut être reconnaissante à Houphouët

d'avoir pu s'enrichir, comme faire se peut, dans un monde bourgeois où les grosses sources d'enrichissements sont tout de même réservées à la grande bourgeoisie d'Occident.

Quant aux classes pauvres,

aux travailleurs des villes, aux petits paysans, elles n'ont certainement pas de larmes à verser pour le chef d'Etat disparu. C'est une maigre consolation pour eux de savoir que le mal que Houphouët leur fit, au nom de la bourgeoisie, il le fit bien.

LUTTES POUR LE POUVOIR ET DEMAGOGIE TRIBALISTE

Dès l'annonce de la mort d'Houphouët-Boigny, une lutte, que l'on avait déjà senti venir, s'est déroulée au sein du PDCI. Elle a opposé les deux prétendants au trône : l'un, Henri Konan Bédié, qui se considérait comme l'héritier légitime en vertu de l'article 11 de la constitution, l'autre, Alassane Ouattara, le premier ministre du défunt, qui se targuait d'être l'homme ayant le programme qu'il faudrait pour faire sortir la Côte d'Ivoire de la crise actuelle dont, du reste, personne n'est en réalité capable de voir la fin.

Bédié a gagné la première bataille, en s'auto-proclamant président de la République et en obligeant ainsi Alasane Ouattara à démissionner. Le tout sous la pression de la France qui avait opté pour le camp Bédié, non pas pour le respect d'une quelconque constitution, mais surtout pour le maintien de l'ordre, par peur que la bataille entre les deux héritiers n'entraîne des troubles graves.

Le combat entre ces deux politiciens a donc connu un

dénouement rapide. Du moins dans l'immédiat. Car si le fait d'occuper le fauteuil présidentiel donne à Bédié un avantage sur son rival - faudrait-il dire, sur ses rivaux - il ne lui donne pas pour autant l'autorité qu'avait Houphouët sur les différents rouages de l'appareil d'Etat : les principaux ministères, les chefs des différentes administrations et surtout, ceux de l'armée et de la police. Cette autorité-là ne découle pas de la constitution, mais des rapports de force.

Si Ouattara ne s'avoue pas vaincu, s'il estime qu'il a suffisamment de soutiens pour qu'il puisse considérer que perdre la première bataille ne signifie pas nécessairement perdre la guerre, il n'est pas dit que la lutte pour le pouvoir s'arrête là. A supposer que Ouattara se trouve définitivement écarté, il n'est pas dit que d'autres candidats ne viennent manifester leurs prétentions. Des candidats déclarés du temps de Houphouët, genre Yacé, ou d'autres, plus discrets pour le moment, mais

qui pourraient dévoiler leurs ambitions au cas où Bédié se révélerait incapable de maîtriser la situation et surtout, le pouvoir. Et puis, derrière la caste de politiciens, d'autres viviers pourraient faire surgir des prétendants, à commencer par l'armée.

Voilà pourquoi il ne faut pas se fier à l'apparente stabilisation du pouvoir. Voilà pourquoi les armes utilisées, bien que pour le moment mouchetées encore, dans des affrontements entre Bédié et Ouattara qui sont restés, eux aussi, plus ou moins feutrés, sont lourdes de menaces pour l'avenir.

Car ces affrontements ont été menés en utilisant des deux côtés une démagogie tribaliste, régionaliste, confessionnaliste de plus en plus affirmée

Au pouvoir, Bédié et Ouattara sont interchangeable. Ils mèneraient à peu près la même politique. Mais le problème est d'y parvenir pour l'un, de consolider sa position pour l'autre. Miser sur les solidarités ethniques, sur les relations, sur les complicités pour y parvenir n'est pas le choix le plus responsable du point de vue des intérêts de la bourgeoisie. Cela peut être cependant un moyen efficace. Mais là réside le danger grave pour toute la société et plus particulièrement pour les classes pauvres.

Pour les partisans de Bédié, l'article 11 de la constitution n'était en fait qu'un prétexte juridique dont ils se moquaient éperdument en réalité, comme

toute la constitution d'ailleurs. Tous ces textes n'existeraient pas qu'ils s'en passeraient fort bien. Ce que cherchait Bédié, c'était son ambition personnelle, réaliser son rêve d'arriver au pouvoir. Mais il a fait passer cela comme la volonté de respecter la constitution et surtout de maintenir le pouvoir dans le droit fil de ce qu'avait fait Houphouët-Boigny 33 ans durant.

Houphouët-Boigny, grâce à l'autorité acquise sur l'appareil d'Etat du fait du soutien de l'impérialisme français, du fait aussi des années de dictature féroce pendant laquelle il avait périodiquement écarté les rivaux potentiels, était en position de se poser en représentant de "l'unité nationale". Mais en réalité, chacun sait que même lui savait jouer du tribalisme, en s'appuyant plus particulièrement sur les politiciens sudistes, ceux du groupe ethnique akan en général et les Baoulé en particulier.

Aussi, face aux ambitions d'Alassane Ouattara, dans le camp de Bédié, a-t-on propagé et laissé dire qu'un changement du pouvoir au profit de son adversaire serait une menace pour les Baoulé et les populations du sud en général. Il fallait tout faire pour éviter que l'ancien premier ministre, musulman et homme du nord, ne prenne le pouvoir car ce serait ouvrir la voie à la vengeance et à la domination des Nordistes musulmans sur les Sudistes chrétiens ou animistes.

Ainsi, par exemple, le journal, Le Béliér, proche de

Bédié, s'est fait l'écho de cette politique pour appeler au rassemblement des Sudistes contre les Nordistes représentés, selon lui, par Alassane Ouattara et ses partisans. dans son édition N° 002, on pouvait lire : "Les dignes fils de ce pays, Bédié et Gbagbo, devront s'entendre (...) pour chasser l'ennemi public n°1. Alassane Ouédraogo Ouattara doit partir maintenant." Dans le même journal, celui-ci était accusé d'être "sécessionniste en cautionnant la charte du Nord." Et ainsi, toujours selon le même journal, "il gagnait à sa cause une population des plus mobilisées car tenant pratiquement meeting tous les vendredis dans les mosquées."

De l'autre côté, dans le camp adverse d'Alassane Ouattara, on a aussi utilisé des arguments et des méthodes de même nature, mais cette fois-ci au nom des intérêts des Nordistes. Pour les politiciens et autres intellectuels à leur solde originaires du nord, la mort d'Houphouët-Boigny devrait naturellement conduire au pouvoir leur candidat présenté par eux comme le sauveur de la Côte d'Ivoire en cette période de crise. Aussi, après sa démission, forcée ou pas, ont-ils interprété l'intention de Bédié de lui barrer le chemin de la présidence comme la volonté farouche des Sudistes d'empêcher les Nordistes d'accéder au pouvoir et de confisquer ce dernier aux dépens des populations du nord.

Dans son édition n°022, "La Plume Libre", un journal islamique du camp du candidat vaincu, n'a pas hésité à parler de "complot contre les musulmans" à propos de la démission

d'Alassane Ouattara. D'après ce journal, "(...) il semble que dans l'esprit de nombreux Ivoiriens le poste du président de la République soit la chasse-gardée d'un groupe ethnico-religieux bien précis", sous-entendu les Baoulé et plus généralement les Akan, puisque, toujours pour le même journal, la Côte d'Ivoire serait un "Akanland" dont, ajoute-t-il, "depuis les indépendances, l'histoire (...) a été émaillée d'incidents dont les principales victimes appartiennent au groupe dit "Dioula", nom donné à tous les ressortissants du Nord." Poursuivant avec la même logique et pratiquement avec les mêmes arguments, "Le Patriote", un autre journal des partisans d'Alassane Ouattara, parlant, lui aussi, du complot dont seraient victimes les Nordistes de la part des Sudistes a renchéri et proféré des menaces à peine voilées : "(...) Ouattara est trop brillant et gare à quiconque d'attenter à son honorabilité ou à son intégrité physique. Après le Dr. Amadou Koné injustement arrêté en 1963, on ne décapitera plus jamais un cerveau du Nord."

Ce fond de tribalisme, de régionalisme et de confessionnalisme est déjà utilisé, alimenté et par là-même, aggravé dans la lutte actuelle entre Bédié et Ouattara. Nul peut dire pour le moment où tout cela peut conduire. Mais une chose est sûre. Demain, lors d'une grave crise politique ou d'une grande échéance, comme les présidentielles de 1995, tous ces gens, en compétition pour le pouvoir, feront ressurgir et exacerber la démagogie

tribaliste.

Pour tous ces politiciens, ceux du PDCI comme ceux de l'opposition, ce qui compte c'est leur ambition d'accéder au pouvoir, par n'importe quel moyen. Car de surcroît, le pouvoir est un moyen majeur pour s'enrichir et permettre à leurs proches de le faire aussi.

Mais en se livrant à ce genre de démagogie, ces politiciens et leur clientèle posent des bombes à retardement. Dresser les uns contre les autres, les différentes ethnies, les différentes confessions, est déjà grave, même si les hostilités ainsi suscitées ne débouchent pas sur la violence. Mais ceux qui se lancent dans cette démagogie criminelle ne sont pas à même de contrôler la situation qu'ils auront eux-mêmes créée, si tant est qu'ils veulent contenir leur démagogie dans le domaine purement verbal. Qui peut exclure une évolution qui aboutisse à ce que toute la Côte d'Ivoire soit transformée en un vaste champ de bataille où les différentes ethnies se livreront une guerre à mort, comme on le voit sous d'autres cieux ? La démagogie de quelques-uns dans la compétition pour le pouvoir peut déboucher demain sur des guerres fratricides, criminelles, du genre Nordistes musulmans contre Sudistes chrétiens ou animistes. Mais d'autres divisions, d'autres oppositions à l'intérieur même des grands regroupements régionaux, du style Bété contre Baoulé ou telle ethnie du Nord contre une autre de la même région, sont possibles aussi.

Voilà l'avenir dont nos politiciens, les Bédié, les

Quattara et autres Gbagbo prennent le risque : les guerres ethniques, religieuses, le fossé de sang permanent ! Que certains d'entre eux en deviennent eux-mêmes les victimes à titre personnel ; ou à titre collectif la caste des politiciens démagogues soit écartée au profit de chefs de guerre recrutant sur une base ethnique comme au Libéria, n'y change rien sur le fond. Ils sont tous des criminels irresponsables.

Cette logique-là, la logique des affrontements ethniques ou religieux, est sans issue pour les masses pauvres. Et cependant, si cette logique devait triompher, ce seraient ces masses pauvres qui en seraient les principales victimes, quel que soit le camp qui l'emporte. Car à la dictature politique, à la tyrannie de la pauvreté, s'ajouteraient en plus les souffrances sans fin, les morts inutiles, les destructions de guerres tribales stériles.

de la Somalie au Mozambique, en passant par le Tchad ou le Libéria voisin, il y a assez d'exemples en Afrique. Il ne faut pas laisser ces gens nuire.

Voilà pourquoi les travailleurs, les petits paysans, les pauvres de ce pays doivent s'unir, quelles que soient leur ethnie, leur région, leur religion, autour de leurs intérêts propres et contre les riches, y compris ceux de leur ethnie, qui ne cherchent qu'à les exploiter toujours et à se servir d'eux à l'occasion comme chair à canon pour leurs ambitions politiques.

**CIE, SANTE ET ENSEIGNEMENT,
PAR LA GREVE NOUS POUVONS NOUS FAIRE ENTENDRE**

Depuis le mois de Novembre une série de grèves dans les secteurs publics et para-publics a montré, une fois de plus, le mécontentement des travailleurs contre les retards de paiement des salaires, les blocages des salaires ou contre les modifications des grilles de salaires qui ne sont qu'une manière à peine déguisée de réduire leur pouvoir d'achat.

Le 22 novembre, ce sont les employés de l'Electricité et du Gaz qui ont arrêté de travailler. La ville d'Abidjan ainsi que les autres grandes villes du pays ont été paralysées. Ils ont montré qu'ils peuvent se faire entendre par la direction qui, jusqu'à présent, ne voulait pas tenir compte de leurs revendications.

A la suite de cette grève, afin de faire une diversion parmi les employés, la direction a crié au "sabotage". Deux agents ont même été arrêtés, accusés d'avoir saboté une ligne. Mais les véritables "saboteurs" sont ces messieurs de la direction qui refusent de satisfaire les revendications. C'est eux qui poussent les employés à faire la grève pour se faire entendre. Et ces derniers ont raison d'arrêter la production du courant car c'est le moyen le plus efficace pour faire céder la direction de la CIE qui fait des bénéfices énormes mais qui ne veut pas entendre parler des revendications de ses employés.

Le 24 Novembre, ce sont les employés des CHU qui se sont mis en grève. Ils protestent ainsi contre les retards de paiement des salaires. Un certain nombre des employés (les EPN) qui n'ont pas les mêmes statuts que les fonctionnaires, n'ont pas perçu leurs salaires du moi précédant. Ces retards sont chroniques depuis le mois d'avril. Après une grève de 48 heures, les employés ont reconduit leur grève pour 5 jours.

Le 29 Novembre, ce sont les enseignants de l'école supérieure qui se sont mis en grève. Eux aussi, ils protestent contre les retards chroniques des salaires. Un certain nombre d'entre eux n'ont pas reçu les arriérés de trois mois.

A la suite de la mort d'Houphouët-Boigny, les dirigeants du syndicat des CHU comme ceux du SYNARES ont suspendu leur mot d'ordre de grève. Est-ce par respect à la mémoire de cet homme dont le gouvernement porte la responsabilité de la souffrance du monde du travail ? Ou bien est-ce par ce que les bureaucrates qui sont à la tête de ces syndicats veulent ménager la nouvelle équipe gouvernemental ? En tous cas, dans les deux hypothèses, il est visible que ce que ces dirigeants d'appareils recherchent avant tout, ce n'est pas l'aboutissement des revendications de la base mais

plutôt l'utilisation des mécontentements et des aspirations des travailleurs pour leurs calculs d'intérêts personnels.

Les travailleurs, du secteur public comme ceux du privé n'ont rien de bon à attendre du nouveau gouvernement. Au contraire, celui-ci s'apprête à mettre en

application le nouveau plan d'austérité préconisé par le gouvernement précédent. Les travailleurs n'ont donc aucun répit, ni aucun délai à accorder à ce gouvernement dont le programme est connu d'avance. A savoir : des avantages et des facilités pour les riches mais les sacrifices et la misère pour les pauvres.

LES RETRAITES SONT A NOUVEAU DANS LA RUE

Encore une fois, les retraités ont manifesté leur mécontentement pour leur pensions impayées. Ils ont envahi la chaussée du boulevard de Gaulle à Adjamé le 17 décembre.

Mais quoi d'étonnant de voir que le pouvoir public ne donnent pas la priorité aux problèmes des travailleurs! Ne sont-ils pas au service des riches? Que leur importe que des travailleurs retraités se déplacent de l'intérieur du pays, avec tous les frais et les difficultés que cela suppose, dans l'espoir de toucher leur argent? Que leur importe de savoir que les familles des travailleurs n'ont le plus souvent aucun autre ressource que le seul paiement de leur maigre pension? Que leur importe de savoir que les travailleurs souffrent?

Aux yeux des riches, ne sont-ils pas que leurs esclaves? Les esclaves n'ont pas la priorité!

Mais qu'ils s'en méfient! Il arrive aux esclaves de se révolter!

Les vieux donnent un exemple à tous les travailleurs.

Ils ont trouvé le moyen le plus efficace pour se faire entendre, en manifestant leur colère en sortant dans les rues, en y érigeant des barricades, en empêchant les voitures de passer.

Tant que ce genre de réaction se limite aux retraités, ceux qui nous dirigent peuvent encore se faire une raison. Mais le jour où leurs cadets, ceux qui travaillent encore dans les entreprises, dans les commerces, dans les transports, dans les banques suivront la même voie, alors, ils auront des raisons d'avoir peur. Et chez ces gens-là, la peur est le commencement de la sagesse..."

**DES MILLIARDS POUR LES BOURGEOIS
ET DES SACRIFICES POUR LES PAUVRES.**

Le nouveau premier ministre Kablan Duncan ne cache pas sa fierté d'être le continuateur de la politique de son prédécesseur Ouattara.

Le blocage des salaires, le licenciement des fonctionnaires déguisé, au début, par la mise en retraite anticipée sans réembaucher des remplaçants, va continuer de plus bel. Le gouvernement veut continuer à réduire le déficit budgétaire en réduisant le niveau de vie de la population laborieuse ainsi qu'en amputant de manière draconienne les budgets sociaux, comme les hôpitaux, les dispensaires, les écoles et les travaux d'utilité collective.

Mais pendant qu'on continuera d'imposer des sacrifices aux petites gens, les gros, eux vont continuer à se remplir les poches. Non seulement

qu'on ne leur demande pas de diminuer leurs profits et privilèges mais au contraire on continuera à leur donner de nouveaux avantages sous prétexte qu'ils vont ainsi créer des emplois. Ainsi, de 1989 à 1992 ils ont déjà bénéficié (selon les chiffres officiels) de 70 milliards supplémentaires au titre des "défiscalisations" (c'est à dire que l'Etat leur a fait cadeau de cette somme qui aurait dû être payée sous forme d'impôts et de taxes diverses). En contrepartie, aucun emploi nouveau n'a été créé.

Voilà comment le gouvernement prélève de la poche de ceux qui sont déjà défavorisés pour en remettre dans celle de ceux qui en ont déjà beaucoup trop. C'est ainsi qu'on appauvrit les plus pauvres pour engraisser les riches.

**LES POLITICIENS DE L'OPPOSITION COMME CEUX DU POUVOIR
MEPRISENT LES TRAVAILLEURS**

Profitant de la "journée de la paix", le journal "la voie" (du 16 Novembre 1993) y consacre un article pour dire que le jour où "la gauche" arrivera au pouvoir, elle supprimera cette journée. Selon ce porte-voix du FPI il y a "trop de jours fériés" et que "le pays a besoin de travailler plus dur et plus

longtemps... Il nous faut, ajoute-t-il une Côte d'Ivoire laborieuse qui arrête de chanter et de danser". Il va même plus loin en protestant contre le paiement de ces jours fériés.

Les travailleurs sont prévenus, pour ceux d'entre eux qui n'ont pas encore compris,

que la "gauche" représente, comme le PDCI, le camp des riches!

Ces gens ont le culot d'écrire que les travailleurs passent leur temps à "chanter" et à "danser". Il est bien vrai que tous ces politiciens ne désignent pas nommément les travailleurs mais ils parlent "des ivoiriens" en général pour, justement, mieux tromper les pauvres.

Quel travailleur n'a pas, qui un père, une mère, un frère,

un cousin, autour de lui pour savoir qu'ils ont beau travailler dur toute leur vie durant mais ce n'est pas eux qui bénéficient - jamais! - des fruits de ce dur labeur mais bien les riches.

Ainsi, les pauvres, après avoir tout donné leur vie durant, n'ont droit qu'au mépris des riches et de leurs serviteurs, quelle que soit la couleur politique qu'ils se donnent.

GABON: ELECTIONS PRESIDENTIELLES TRUQUEES

Les élections présidentielles du 5 décembre au Gabon ont fini par la victoire de Bongo avec juste 51% devant le candidat de l'opposition, le prêtre Mba Abessole qui n'a obtenu que 27,5% des voix.

Voilà donc Bongo consacré par les urnes.

Oh, tout le monde sait que les urnes avaient été manipulées et les élections truquées. Bongo a fait distribuer à ses sbires des cartes d'électeurs pour leur faire voter plusieurs fois en sa faveur. Il paraît que dans aucun des bureaux de vote le score de Bongo ne dépassait les 35% des voix. Et les observateurs étrangers venus contrôler le déroulement des élections ont dû sûrement avoir des recommandations fortes pour déclarer que "les Gabonais avaient eu la possibilité de s'exprimer librement". Ou bien comme ces parlementaires français

et européens qui ont eu le culot de dire: "Au regard de nos normes, il n'y a pas eu beaucoup d'irrégularités". Il est bien vrai que pour eux, représentants de l'impérialisme, leur norme c'est le succès de Bongo. Autant dire qu'ils ont fermé les yeux devant les irrégularités flagrantes.

Les ficelles étaient tellement grosses que Bongo n'était pas tranquille pendant ces élections. Juste avant d'annoncer les résultats, qui ont eu lieu quatre jours après la fin des élections, on voyait l'armée qui prenait position dans les rues, des chars patrouillant dans la ville. Le pays était en état de siège.

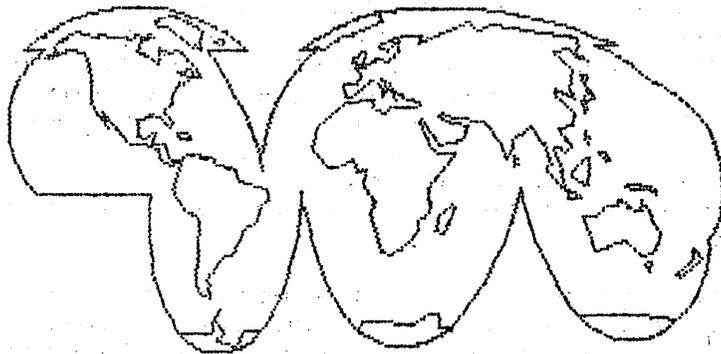
Ceci n'a pas empêché, une fois les résultats connus, que beaucoup de gens soient descendus dans les rues pour protester contre ces élections truquées.

Peu importe cependant ce que pensent les électeurs eux-mêmes, ce que dit l'opposition qui a proclamé vainqueur son propre candidat, Mba Abessole gagnant. Bongo est content et ses patrons de la société pétrolière Elf-Aquitain, véritable maîtresse du pays le sont aussi. On a fait semblant de consulter le peuple et maintenant que c'est fait, il

n'a plus qu'à se taire pendant que tout continue comme avant. Elf-Aquitaine continuera à piller le pays, Bongo à s'enrichir du gros pourboire qui lui est versé pour services rendus.

Jusqu'à ce que le peuple pique un gros coup de colère, et ne l'exprime pas seulement dans les urnes...

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.